

Eure

Des faits qui parlent

• **Les prix flambent :**

+ 5 à 10 % sur les pâtes (sur 2011)
+ 2,9 % sur les produits frais (mars)

+ 11 % sur le Super 95 (en 1 an)

+ 14 % sur le gazole (en 1 an)

+ 5 % sur le gaz (avril)

+ 2,5 % sur les loyers (2010)

Et la liste est longue !! ...

• Total a réalisé 10 milliards d'euros de bénéfices en 2010

• Les bénéfices des entreprises de l'agroalimentaire atteignent 10 milliards d'euros en 2010.

• Le SMIC n'a augmenté que de + 0,5 % en janvier 2010 (inflation de + 1,1 %) et de + 1,6 % en janvier 2011 (inflation de + 1,7 %)

= baisse du pouvoir d'achat

• Le salaire des 5 millions de travailleurs de la fonction publique n'augmentera pas en 2011 **= baisse du pouvoir d'achat**

Derrière le « président du pouvoir d'achat » se cache le président des riches. Depuis 2007, Nicolas Sarkozy n'a fait qu'enfoncer le pays et fragiliser l'économie nationale en sacrifiant la production des richesses aux intérêts du capitalisme financier.

Un constat accablant

Des millions de français ne pensent plus qu'à boucler la fin du mois, certains avec à peine 750 euros mensuels quand des patrons licencieurs et spéculateurs empochent 150 fois plus, quand actionnaires et traders se partagent la plus grosse part du gâteau des 83 milliards d'euros de profits du CAC 40. Nicolas Sarkozy est le président de l'injustice sociale et du pouvoir d'achat pour les plus riches.

Des foyers asphyxiés

Les prix sur les produits alimentaires vont augmenter jusqu'à 20% sur certaines étiquettes, le gaz a augmenté de 60% depuis 2004, le prix du litre d'essence bat des records, l'énergie a augmenté de 14% en 1 an... la liste n'est malheureusement pas exhaustive. Les chiffres concernant le logement sont alarmants. Près d'un tiers des revenus des foyers français, à peine empochés, partent chaque mois directement dans le paiement du loyer et des charges. De 2,9 à 3,5 millions de femmes et d'hommes vivent dans des logements indignes ou sont sans-abris dénonce la Fondation Abbé-Pierre.

Le PCF propose :

- De reprendre le **pouvoir sur l'argent**. Il faut en finir avec les 30 milliards d'exonérations de cotisations sociales patronales et avec les exonérations fiscales. Il faut taxer les revenus financiers des entreprises.
- De réévaluer l'ensemble des **salaires**, des indemnités du chômage et des retraites et les indexer sur l'évolution du coût de la vie
- D'augmenter le **SMIC** à 1 600 euros bruts par mois pour 35h
- D'augmenter les **minimas sociaux** fixés en référence au SMIC
- De sortir le **logement** de l'emprise de la loi du marché et de la spéculation en limitant le montant des loyers à 20% des revenus familiaux.
- D'interdire les **expulsions** locatives de toute personne et famille en difficulté économique et sociale. Nous interdirons toute coupure d'eau et d'électricité et gaz.
- D'établir pleinement les **35 heures** sans annualisation, ni perte de salaire et avec les créations de postes qu'elles impliquent notamment dans la fonction publique.
- La **titularisation** des 800 000 précaires de la Fonction publique
- De sécuriser les **parcours** de chacune et chacun dans l'emploi et la formation avec continuité de revenu tout au long de la vie.



Pour un printemps de luttes

PCF **FRONT**

Avec le Printemps de gauche nous sommes en mouvement

Libye, Syrie, Yémen, Bahreïn, Palestine : les communistes, solidaires des peuples

Les communistes et leurs élus réaffirment leur solidarité avec les peuples arabes en lutte dans leurs pays pour une plus grande démocratie et pour plus de justice sociale. Après le succès de la "révolution du jasmin" en Tunisie et du mouvement égyptien, d'autres peuples continuent de se battre pour leur avenir, en Lybie, en Syrie, mais aussi au Yémen, à Bahreïn, et, encore et toujours, en Palestine.

Sur la Libye, le 22 mars à l'Assemblée Nationale, Roland Muzeau expliquait au nom des députés communistes le choix des communistes de "condamner les frappes militaires sur la Libye" par l'expérience irakienne et par les risques de victimes civiles. Plus d'un mois a passé et les résultats sont là : l'intervention militaire mène à l'enlèvement et les victimes civiles des bombardements s'accumulent.

Le choix d'intervenir militairement en Libye s'est fait sur des critères économiques liés aux richesses pétrolières de ce pays, sans considération pour les conséquences que subirait le peuple libyen et les dégâts sur les infrastructures industrielles et les ressources en eau du pays.

A l'inverse, les pays occidentaux, la France en premier, restent particulièrement doux avec les régimes au pouvoir à Bahreïn et au Yémen malgré les violentes répressions qui sévissent dans ces pays depuis plusieurs mois. Les morts civils s'accumulent et les arrestations arbitraires se suivent sans que la communauté internationale ne prenne de sanctions contre ces régimes. L'émir de Bahreïn a même fait appel à l'armée saoudienne pour mater la colère de son propre peuple !

Alors que les sanctions et les bombes pleuvent sur le pouvoir libyen, nous ne pouvons que dénoncer à l'inverse l'impunité de ces pays tout comme nous dénonçons l'impunité dont jouit Israël après les massacres de Gaza en janvier 2009 et les nombreuses autres violations du droit du peuple palestinien à vivre en paix sur ses terres.

Arrêtons l'engrenage militaire en Libye !

Exigeons des sanctions contre les régimes qui oppriment et répriment leur peuple, en Syrie, au Yémen, à Bahreïn ou en Palestine !

Prenons contact !

☐ Je souhaite rester en contact avec les communistes de l'Eure

☐ Je souhaite être informé des initiatives et des positions des communistes de l'Eure

☐ Je souhaite adhérer au Parti Communiste Français

Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Commune :

Téléphone :

Courriel :

Bulletin à retourner à :

PCF 27- 63 rue Saint Thomas -BP 855 - 27 008 Evreux cedex

Tél. : 02.32.39.46.82 ; Courriel : pcf27@wanadoo.fr ;

site : www.27.pcf.fr

Evreux : Non au nouvel impôt ! Non aux sanctions !

Au lendemain des élections cantonales, le 28 mars, Michel Champredon, maire d'Evreux et Président de l'Agglomération d'Evreux, faisait voter par le conseil d'agglomération une nouvelle taxe pour financer plusieurs grands projets.

Cet impôt vient compenser la disparition de la Taxe Professionnelle, voulue par Sarkozy. C'est un véritable transfert de charges des entreprises vers les salariés, dans la logique de toutes les mesures fiscales de la droite.

Déjà surnommé "Taxe ménages", ce nouvel impôt coûtera près de 140 € par foyer !

Les communistes sont contre depuis le début. Ils rappellent que le programme sur lequel ils ont été élus, avec Michel Champredon, ne prévoyait pas de création d'un nouvel impôt !

C'est donc logiquement que les élus communistes se sont battus contre cet impôt lors du conseil d'agglomération du 28 mars.

32 élus ont finalement refusé cette Taxe ménages.

Les communistes de l'Eure exigent le retrait de cette mesure et soutiennent les élus ébroïcien, Thierry Desfresnes en premier, injustement sanctionnés par le maire d'Evreux.



Pour nous, c'est
l'Humain d'abord !
replaçons l'Homme au centre du projet politique